

Pau, le 24 octobre 2023

LE MAIRE DE LA VILLE DE PAU

ARRETE N°AT-2023-1652

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;
Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article L.113-2 ;
Vu le Code de la Route ;
Vu le Règlement de Voirie Communal approuvé par délibération n°25 du Conseil Municipal en date du 19 novembre 2018 ;
Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;
Considérant qu'il convient, dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de réglementer la circulation des véhicules avenue du doyen Robert Poplawski, en raison de travaux d'élagage ;

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} – **Le Jeudi 26 Octobre 2023 de 08h30 à 13h00**, la circulation des véhicules est interdite, avenue du doyen Robert Poplawski, dans la partie comprise entre le cours Léon Bérard et la rue Saint John Perse, suivant la signalisation mise en place sur les lieux par l'entreprise réalisant les travaux.

ARTICLE 2 – Le service signalisation temporaire de la commune mettra à disposition sur place, une barrière supportant un panneau interdisant la circulation des véhicules sur l'avenue du doyen Robert Poplawski aux abords des carrefours formés par les voies suivantes :

- Avenue du doyen Robert Poplawski et cours Léon Bérard ;
- Avenue du doyen Robert Poplawski et rue Saint John Perse ;
- Avenue du doyen Robert Poplawski et rue Jean Genève.

L'entreprise chargée des travaux sera responsable de cette signalisation et sera tenue de s'assurer de son maintien sur place durant les travaux.

ARTICLE 3 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plateforme « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

ARTICLE 4 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le

24 OCT. 2023



Sandrine LISO

Pour le Maire et par délégation
La Cheffe du Service Occupation du Domaine Public